



2B2901J 25

Congrès confédéral 2026

Intervention du syndicat du FINISTÈRE

Chers camarades,

Nous voici réunis quatre ans après le congrès confédéral de Lyon. Quatre années d'une intensité inédite, marquées par des bouleversements sociaux, économiques, environnementaux et géopolitiques qui ont profondément transformé notre société et le monde du travail.

Durant cette période, la CFDT a démontré sa capacité à être une organisation syndicale utile, responsable et combative. Face aux crises successives, nous avons toujours porté la voix des travailleurs et des travailleuses avec une même exigence : conjuguer justice sociale, progrès économique et démocratie au travail.

Nous pouvons être fiers du chemin parcouru. La CFDT a obtenu des avancées concrètes pour les salariés, les agents publics et les retraités. Nous avons été au premier rang de la mobilisation contre la réforme injuste des retraites. Nous avons porté des propositions crédibles pour le pouvoir d'achat, la qualité de vie au travail, le partage de la valeur, l'égalité professionnelle et la transition écologique juste.

Mais nous devons également rester lucides. Les inégalités demeurent fortes. Le pouvoir d'achat reste une préoccupation majeure. Les tensions internationales se multiplient. Les conflits aux portes de l'Europe, la remise en cause des équilibres internationaux et l'accélération des programmes de réarmement créent de nouvelles pressions sur les travailleurs et les travailleuses et plus particulièrement de la Défense

Dans le Finistère, territoire au cœur de la dissuasion nucléaire française, et de l'industrie navale de défense, ces évolutions prennent une résonance toute particulière. Derrière les programmes d'équipements et militaires, il y a avant tout des femmes et des hommes qui, chaque jour, mettent leurs compétences au service de la défense de notre pays.

Je veux aujourd'hui leur rendre hommage qu'ils soient agents civils du ministère des Armées, (ouvriers de l'État, fonctionnaires, contractuels) ou salariés de la Base industrielle et technologique de défense, notamment de Naval Group qui participent à notre souveraineté nationale.

Mais je pense également aux professeurs, aux enseignants chercheurs du lycée naval, de l'ENSTA Brest et de l'École navale de Lanvéoc. Ils forment, enseignent afin de maintenir, développer les compétences dont notre pays aura besoin demain et contribuent pleinement à l'effort de défense de la Nation.

Toutes et tous constituent cette communauté professionnelle de défense que la CFDT représente et défend au quotidien.

Cette communauté professionnelle est aujourd'hui directement concernée par les choix stratégiques portés par la Loi de programmation militaire. La CFDT ne conteste pas la nécessité de renforcer les capacités de défense de notre pays dans un contexte international dégradé. Nous savons que la souveraineté nationale, la sécurité collective et l'autonomie stratégique européenne nécessitent des investissements importants.

Mais nous refusons que cette ambition se traduise par un recul des droits sociaux ou par une dégradation des conditions de travail.

La récente actualisation de la Loi de programmation militaire instaure notamment un régime d'« alerte de sécurité nationale » qui permet de déroger à un certain nombre de règles protectrices en matière d'environnement, de dialogue social et d'organisation du travail. Pour la CFDT, cette logique d'exception soulève de nombreuses interrogations.

Car la résilience d'une Nation ne se décrète pas. Elle repose d'abord sur les femmes et les hommes qui conçoivent, produisent, entretiennent, forment et innovent. Elle repose sur des collectifs de travail respectés, écoutés et reconnus.

Nous soutenons une industrie de défense forte. Nous soutenons une Europe de la défense plus souveraine. Mais nous refusons qu'au nom de l'urgence, les travailleurs et les travailleuses deviennent la variable d'ajustement des politiques publiques.

Les milliards supplémentaires accordés aux programmes d'armement doivent également bénéficier à celles et ceux qui les rendent possibles sans rogner sur la santé, l'éducation...

La reconnaissance salariale, l'attractivité des carrières, les conditions de travail, la formation et le dialogue social doivent être considérés comme des investissements stratégiques au même titre que les équipements militaires.

La souveraineté ne se construit pas seulement avec des matériels. Elle se construit aussi avec des travailleurs reconnus, protégés et justement rémunérés.

C'est cette vision d'une défense forte socialement, économiquement et humainement que porte la CFDT.

Notre responsabilité est de défendre tous les travailleurs et les travailleuses, de faire vivre le dialogue social et de construire des solutions qui conjuguent justice, solidarité et démocratie.

Plus que jamais, le syndicalisme est utile. Plus que jamais, l'engagement est nécessaire.

Alors continuons à faire grandir la CFDT, à rassembler et à agir pour que personne ne soit laissé au bord du chemin.

Parce que l'avenir ne se subit pas. Il se construit ensemble.

Je vous remercie pour votre écoute et bon congrès à tous.

Comme l'écrivait Goethe : "Savoir ne suffit pas, il faut appliquer; vouloir ne suffit pas, il faut agir."